

Vers la démocratie au Soudan ?

Duha Elmardi

Number 805, November–December 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92003ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Elmardi, D. (2019). Vers la démocratie au Soudan ? *Relations*, (805), 10–11.

Industries polluantes ciblées à Québec

Le 10 septembre dernier, le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches a réalisé des actions visant à sensibiliser le public et la classe politique aux enjeux inhérents à la crise climatique actuelle. L'Édifice le 511, le Café du Nouveau Monde et quelques installations sur la Promenade Samuel-De Champlain ont ainsi fait office de porte-bannières écologistes. Sur certaines d'entre elles, on pouvait lire : «Eaux usées à votre santé!», ou encore «Rio Tinto, sacre Alcan!» En plus d'identifier les principales industries polluantes de la région de Québec (la raffinerie Énergie Valero, Rio Tinto et le Port de Québec, entre autres), l'action a permis de rappeler les constats du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui illustre les liens directs entre problèmes environnementaux et justice sociale. Cette action s'inscrivait en amont de la mobilisation du 27 septembre au Québec et ailleurs dans le monde.

K2-18B : Terre Bis ?

Les revues scientifiques *Nature Astronomy* et *Astronomical Journal* ont fait état récemment de résultats démontrant la présence de vapeur d'eau dans l'atmosphère de l'exo-planète K2-18B. Cette découverte est une avancée scientifique significative dans laquelle des scientifiques montréalais ont joué un rôle de premier plan. Notons cependant que K2-18B est située à une distance de 111 années-lumière de la Terre, ce qui invalide son statut potentiel de «planète de rechange», n'en déplaise aux adeptes de fausses solutions liées au réchauffement climatique.

VERS LA DÉMOCRATIE AU SOUDAN ?

Grâce au mouvement populaire, la dictature d'Omar Al-Bashir est tombée.

Duha Elmardi

L'auteure est une militante soudanaise vivant à Montréal

En août dernier, avec l'aide des médiateurs de l'Union africaine et de l'Éthiopie, un accord de partage du pouvoir a été signé entre militaires et civils au Soudan : le premier ministre du gouvernement de transition, Abdallah Hamdok, ainsi que d'autres membres du Conseil de souveraineté ont été chargés de mener à bien la transition. Le chemin vers l'établissement d'une véritable démocratie reste toutefois incertain dans ce pays, et il faudra panser les plaies, mais le courage de la jeunesse soudanaise porte en lui l'optimisme et l'espoir de l'avènement d'une nouvelle ère.

En décembre 2018, les jeunes Soudanais étaient au cœur du mouvement de protestation qui est descendu dans les rues de plusieurs villes et villages du pays en scandant «Liberté, paix et justice, la révolution est le choix du peuple». Ils demandaient au gouvernement d'Al-Bashir de se retirer pour permettre l'établissement de la démocratie.

Le Soudan, sous la férule du président Omar Al-Bashir depuis le coup d'État de 1989, était en effet devenu un vaste système de corruption et de répression politique. L'État alimentait les conflits ethniques et les crimes haineux. La hausse critique du coût de la vie et la détérioration de la situation économique dans l'ensemble du pays ont été un des déclencheurs de ces protestations qui ont entraîné la chute d'une dictature vieille de 30 ans. Cette période sombre a laissé la nation



Protestations citoyennes au Soudan, 10 avril 2019.
Photo: Hind Mekki/Flickr

tirillée entre le désespoir et le besoin urgent d'une révolution.

La réponse gouvernementale aux manifestations pacifiques a été d'une violence sans précédent : le Service national de renseignement et de sécurité a procédé à des arrestations arbitraires et des manifestants, notamment des médecins, des enseignants et même des mineurs, ont été torturés et tués. Malgré la répression, des millions de personnes ont marché vers le siège du gouvernement à Khartoum, le 6 avril 2019. La marche s'est transformée en une occupation du site. D'autres manifestations ont eu lieu dans différentes villes du pays, en plus de rassemblements de soutien ailleurs dans le monde. Si bien que le 11 avril dernier, à la suite des pressions populaires, le président Al-Bashir a été évincé de la présidence. Le Conseil militaire de transition a pris la relève avec le lieutenant Awad Ibn Auf à sa tête. Ce dernier ayant été forcé de démissionner dès le lendemain, le lieutenant-général Abdel Fattahal-Burhan lui a succédé au pouvoir, avec comme adjoint Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), un célèbre seigneur de guerre, chef des Janjawid (milice qui a semé la terreur au Darfour). Mais les manifestants ont persisté à exiger immédiatement une administration civile.



Le 13 avril, les négociations entre les militaires et les Forces pour la liberté et le changement (représentant les manifestants) ont ainsi débuté. Durant les pourparlers, le lieu de l'oc-

cupation est devenu un véritable centre culturel révolutionnaire: les murs ont été recouverts de slogans, de peintures et de murales; les spectacles de musique et les débats politiques se sont succédé; des campagnes de sensibilisation et de politisation ont été organisées. Enfin, tous pouvaient se réunir et jouir d'une liberté nouvelle, après trois décennies de dictature. Émergeait ainsi l'espoir d'un pays libéré de la guerre, de l'oppression politique, de la pauvreté, de la misogynie et du racisme: un nouveau Soudan démocratique.

Pendant ce temps, les comités de résistance de quartiers ont élargi la mobilisation au sein des différentes communautés, mais le 3 juin, le lieu de l'occupation pacifique a été pris d'assaut par un contingent dirigé

par la milice Janjawid, tuant plus de 100 personnes. Une quarantaine de corps ont été jetés dans le Nil, 70 femmes et hommes ont été violés et leur famille terrorisée et intimidée jusque dans leur maison, des centaines de citoyens ont été violemment arrêtés. Toutes les connexions Internet ont été interrompues, invisibilisant ainsi le massacre aux yeux du monde et rendant difficile l'estimation des pertes humaines et la communication avec la diaspora. Certaines personnes identifiées comme disparues sont toujours recherchées par les membres de leur famille.

Après le massacre, un appel à la résistance non-violente et à la désobéissance civile a été lancé. Les rues et les ponts ont été barricadés. Une grève générale qui a duré trois jours, du 9 au 11 juin dernier, a finalement débouché sur l'accord historique qui devrait mener, enfin, à une transition démocratique. À suivre. ☺

Pour notre **MAISON COMMUNE**

Les peuples autochtones et traditionnels sont à l'avant-plan des luttes pour préserver l'Amazonie.

Il est temps d'agir !

Développement et Paix
CARITAS CANADA

1 888 234-8533 | devp.org